

Dans le cadre de la proclamation des résultats du baccalauréat, les entreprises privées à but lucratif qui se font appeler "mutuelles étudiantes" appartenant au réseau EmeVia (SMENO, SMEBA, SMERRA, SMEREB, MEP, Vittavi...), ont lancé des actions de "mobilisation" pour la défense du régime étudiant de sécurité sociale, que le gouvernement chercherait à remettre en cause. Loin d'une campagne revendicative contre un gouvernement aux projets pourtant d'ordinaire funestes, il s'agit d'une campagne de désinformation et de stigmatisation des étudiant-e-s, au profit d'intérêts privés.

Fausse prévention et vraie désinformation !

Aujourd'hui, c'est l'argument corporatiste d'une spécificité des étudiant-e-s que les mutuelles mobilisent pour défendre l'existence d'un tel régime, notamment en stigmatisant les étudiant-e-s comme une population aux pratiques "à risques" (consommation d'alcool ou autres drogues, rapports sexuels non protégés...). Or les enquêtes sérieuses (et non celles commandées par les mutuelles dont la méthodologie est rarement dévoilée) révèlent que **les étudiant-e-s n'ont pas plus de "comportements à risque" que le reste de la population**, au contraire.

Or, **une partie du financement des mutuelles part dans des "actions de prévention"**, notamment lors de soirées étudiantes. On peut ici relever la mauvaise foi des mutuelles étudiantes, notamment celles du réseau **EmeVia**. D'abord ces actions demeurent peu nombreuses et peu efficaces, comparativement aux actions mises en place par les établissements eux-même (notamment par les services de médecine préventive) et par d'autres acteurs auprès d'un public plus large (collectivités locales, associations). De plus, **le réseau EmeVia continue à entretenir des liens étroits avec des associations, BDE et corporations**, proches ou membres de PDEⁱ, **et à financer leurs événements**, y compris les plus alcoolisés.

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes considère que la prévention en matière de santé doit être assurée par des acteurs publics ou associatifs, indépendants financièrement et politiquement des entreprises vendant des complémentaires santé, des produits alcoolisés ou autres produits addictifs ainsi que des organisateurs d'événements. De plus, **nous considérons que cette prévention ne peut être isolée de la lutte contre les discriminations, notamment contre le sexisme**, une lutte que se refuse à mener les mutuelles étudiantes, notamment celles du réseau EmeVia ainsi que la **SMEREP**.

Un régime étudiant qui doit être supprimé !

Comme nous le rappelons déjà depuis une bonne dizaine d'années, le régime étudiant de sécurité sociale est une véritable aberration qui ne bénéficie en rien aux étudiant-e-s. Ce sont les mutuelles étudiantes (EmeVia, LMDE ou SMEREP) qui gèrent la sécurité sociale obligatoire des étudiant-e-s. Or, selon des rapports unanimes, **elles la gèrent de manière moins efficace, plus coûteuse et plus opaque** que l'Assurance Maladie, **ce qui entraîne d'importantes difficultés de remboursement pour les étudiant-e-s**, une population parfois précaire et qui ne peut se permettre des dépenses non remboursées ou remboursées trop tardivement.

De plus, ces "mutuelles" cumulent cette activité de gestion de la sécurité sociale obligatoire avec des activités commerciales, à savoir la vente aux étudiant·e·s de complémentaires santé facultatives. Cette activité commerciale est souvent menée avec une bonne dose de désinformation, les mutuelles profitant de leur monopole et de leur présence sur les campus pour vendre des produits plus coûteux et moins couvrants que d'autres complémentaires et surtout inutiles pour les étudiant.e.s déjà couvert.e.s par la complémentaire de leurs parents (souvent moins chère et d'une bien meilleure qualité).

Pour ces raisons, *Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes* revendique le rattachement des étudiant·e·s au régime général de sécurité social, avec un remboursement total des soins (c'est-à-dire la fin des complémentaires santé) et une gestion de la sécurité sociale par ses bénéficiaires et ses salarié·e·s. Nous revendiquons également la fin de la présence des mutuelles étudiantes sur les campus, véritables entreprises commerciales exclusivement intéressé·e·s par leurs profits sous un petit vernis social et militantⁱⁱ.

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>
contact@solidaires-etudiant-e-s.org

ⁱ Promotion et Défense des Étudiants (PDE) , organisation corporative représentative se revendiquant de l'apolitisme.

ⁱⁱ La LMDE, qui revendique ce statut, est désormais gérée et détenue par Intérieale, mutuelle des forces de police, les administrateurs/trices étudiant·e·s ayant un pouvoir très limité.